ENTRE AUTODIDAXIE ET SCOLARISATION

les Alpes briançonnaises

par Anne-Marie GRANET-ABISSET

« Pour trouver quelque désir d'apprendre et même une instruction réelle, il faut remonter dans le Briançonnais, pénétrer dans des vallées étroites et profondes, perdues en quelque sorte dans d'horribles précipices et qui sembleraient n'être habitées que par des peuplades de sauvages. C'est là pourtant que l'on sent le prix de l'instruction et que tous y consacrent, sans exception, leur jeunesse. Il est rare qu'un enfant n'y sache lire, écrire et même un peu de calcul. [...] Mais c'est la suite d'un usage antique et de l'impérieuse nécessité ».

Lorsque dans le cadre des enquêtes lancées par le nouveau régime, Bonnaire consigne ses observations sur le département dont il est en charge (1), il s'inscrit dans une tradition qui, depuis près d'un siècle, met en évidence une réalité considérée comme aberrante et originale : des paysans montagnards, et pourtant cultivés. Il contribue aussi à créer le *topos* tant repris de « l'instituteur » briançonnais, qui trouve dans l'instruction le moyen d'échapper à sa très médiocre condition. Ne nous y trompons pas. Au-delà d'une réalité incontestable depuis les enquêtes initiées par le recteur Maggiolo à la fin du XIX^e siècle (2), les mémoires et travaux écrits successifs ont fondé cette figure valorisante du Briançonnais contrastant avec l'image noire des sociétés alpines présentées, jusqu'aux recherches récentes, comme uniformément pauvres, voire misérables, enfermées dans leur géographie et leur immobilisme. La mémoire orale actuelle, interprète d'une mémoire commune, s'est appropriée ce schème pour faire

(1) *Mémoire sur la statistique du département des Hautes-Alpes* adressé au ministre de l'Intérieur par le citoyen Bonnaire, préfet du même département, 5 pluviôse, an 9, Gap, Allier, p. 130.

(2) *Ministère de l'Instruction publique. Statistique de l'enseignement primaire*, Paris, Imp. nat., 1880, pp. CLXVI-CLXXIII et M. Fleury, P. Valmary : « Les progrès de l'instruction élémentaire de Louis XIV à Napoléon III d'après l'enquête de Louis Maggiolo (1877-1879) », *Population*, 1957, pp. 71-92.

de ce type de migrant un signe de reconnaissance, pour ne pas dire un marqueur identitaire (1).

Bref, on fait généralement le constat de la pauvreté et du fort niveau d'instruction, liant le plus souvent les deux assertions. Pourtant, cette reconnaissance sans véritable nuance ne peut que nous laisser insatisfaite, surtout après une recherche sur les migrations de ces populations où nous avons pu mesurer les décalages entre les discours, quels qu'ils soient (2), et découvrir des sociétés de montagne complexes, suscitant nuances et interrogations (3). L'alphabétisation est l'une d'elles. Aussi allons-nous tenter, dans un cadre géographique restreint (4), de comprendre le pourquoi de cet isolat de culture, d'instruction précoce tout au moins, dans une France du midi faiblement alphabétisée selon les critères retenus (5). En clair, quelles motivations poussaient les populations à s'alphabétiser et par quels moyens y parvenaient-elles ? Cette instruction passe-t-elle toujours par le vecteur de l'école et de formes de scolarisation ou n'existe-t-il pas nécessairement d'autres structures d'apprentissage s'inscrivant davantage dans les procédures d'autoformation, pour ne pas dire d'autodidaxie ? Cela étant, quelles en sont les modalités ?

Chronologiquement, notre réflexion porte inéluctablement sur la période moderne élargie au premier XIX^e siècle, avant que les effets de la loi Guizot (1833) ne tendent à généraliser l'école élémentaire sans même attendre l'impact des lois républicaines. Ajoutons que, dans le cadre de cet article, nous pourrions avancer seulement quelques éléments d'une recherche en cours, qui s'avère par ailleurs riche mais relativement tentaculaire.

(1) A.M. Granet-Abisset : « Entre mémoire et histoire : les migrations comme révélateur d'une identité queyrassine », *Le Monde alpin et rhodanien*, 1993, n° 2, pp. 9-34.

(2) Nous choisissons volontairement d'englober derrière le terme de discours aussi bien les éléments des archives écrites classiques, les ouvrages d'érudits ou d'historiens que les mémoires orales recueillies lors d'enquêtes.

(3) A.M. Granet-Abisset : *La route réinventée, les migrations des Queyrassins aux XIX^e et XX^e siècles*. Grenoble. PUG. 1994, 281 p.

(4) Pour faire court, dans le département des Hautes-Alpes, l'arrondissement de Briançon et plus particulièrement le territoire du Queyras.

(5) Niveau des signatures dans les registres paroissiaux et les actes d'état-civil, sans oublier les registres notariés.

1. Isolot géographique ? Isolot culturel ?

Un état des lieux s'impose pour cadrer notre propos. Géographiquement tout d'abord, de quel pays parle-t-on ? Nous restreignons notre étude au Queyras essentiellement, et au pays briançonnais, constituant ce que l'on appelle les hauts pays dans le département des Hautes-Alpes. De fait, les villages qui animent ces territoires sont tous situés en altitude, de 1 000 à 2 000 m. En raison des contraintes du relief et du climat, les communautés connaissent des conditions de vie rudes. « 7 mois d'hiver, 5 mois d'enfer », ce dicton du Queyras résume assez bien cette réalité.

Le second caractère de ces pays est leur éloignement apparent des grands axes de communication et leur enfermement au fond de vallées étroites. Seuls, des cols élevés (2 400 à 2 600 m d'altitude) permettent le passage d'une vallée à l'autre. En réalité, cet enfermement est tout relatif. L. Fontaine notait les avantages de la situation élevée des villages de l'Oisans, orientés vers la circulation des hommes sur les anciennes routes muletières (1). Il en est de même pour le Queyras. Déjà, à la fin du Moyen Âge, Briançon était une place de commerce très vivante, dynamisant l'ensemble de la région (2). C'est aussi le cas aux siècles suivants et dans une mesure moindre pour des villages plus modestes. Abriès en Queyras, par exemple, tire de ses échanges avec le Piémont (transhumance et commerce afférent aux produits de l'élevage principalement), des bénéfices tout à fait remarquables. Ils traduisent un niveau d'activité sans rapport avec la seule production agricole (3). Pourtant, les archives résonnent des plaintes renouvelées des communautés (4), dont R. Blanchard a montré toute l'exagération (5). Ce sont elles qui ont accrédité l'image de pays pauvres, aux habitants vivant avec des revenus faibles et aléatoires. Elles occultent volontairement le fait que l'essentiel de leurs ressources provient effectivement non d'une agriculture vivrière et fragile, mais de l'élevage et, surtout, du commerce avec l'extérieur. L. Fontaine, dans sa relecture précise des actes notariés, a bien montré la réalité des niveaux de fortunes qui lient la montagne aux avant-

(1) L. Fontaine : *Le voyage et la mémoire. Les colporteurs de l'Oisans au XIX^e siècle*, Lyon, PUL, 1984, 294 p.

(2) R. Chanaud : *Le Briançonnais aux XIV^e et XV^e siècles. Aspects de la vie économique*, Thèse de l'école des Chartes, 1974.

(3) H. Rosenberg : *A negotiated world : three centuries of change in a French Alpine community*, University of Toronto Press, 1988, 234 p.

(4) ADI n° 233 à 254 ; Enquêtes réalisées entre 1698 et 1702.

(5) R. Blanchard : « Le haut Dauphiné à la fin du XVII^e siècle d'après les procès-verbaux de la révision des feux de 1700 », *R.G.A.*, 1915, pp. 337-419.

pays (1), sans commune mesure avec la peinture d'une apparente médiocrité uniforme. Nous avons pu faire des observations similaires pour le Queyras.

Une troisième caractéristique est essentielle pour notre propos. Depuis 1343, les communautés du Briançonnais constituent avec des territoires piémontais ce que l'on appelle par simplification « la république des Escartons », dont les structures sont prévues par une charte (2). En échange d'une somme, tout à fait importante pour l'époque (3), réglée au dauphin Humbert II, les communautés s'affranchissent de la tutelle d'un seigneur. Elles obtiennent de pouvoir gérer au sein des assemblées de communautés les problèmes juridiques, économiques et financiers afférents à leur territoire. De fait, est attribué à ces assemblées le rôle d'un gouvernement local. Elles se font aussi exonérer des services féodaux, des rentes foncières et des autres catégories d'impôt, devant seulement régler la taille, la dîme et la gabelle sur le bétail à laine. La répartition des impôts se fait au sein des assemblées des chefs de famille d'où le nom d'Escartons. Elles acquièrent ainsi une véritable autonomie de gestion qui perdure jusqu'à la Révolution française (4).

En raison des spécificités évoquées, ces hauts pays sont des zones de refuge, abritant des communautés vaudoises puis protestantes importantes avant le départ massif et obligé de ces dernières, après 1685. Malgré la révocation de l'Édit de Nantes, la double confession a perduré puisque chaque famille protestante a, en général, laissé un membre chargé de conserver et d'entretenir le patrimoine familial dans l'espoir du retour. Les conversions apparentes n'ont jamais empêché le maintien des pratiques réformées.

Après ces quelques remarques initiales, abordons plus directement notre propos en rappelant l'avance remarquable et remarquable des populations en matière d'instruction. Si la diffusion des résultats de l'enquête de Maggiolo a contribué à faire reconnaître comme un

(1) L. Fontaine : *Histoire du colportage en Europe. XV^e-XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 335 p.

(2) Si l'on s'en tient aux sens premiers, le terme escarton signifie écart et répartition. L'original de cette charte se trouve déposée aux Archives municipales de Briançon : voir aussi R. Marin : « Le territoire des Escartons, délimitation et structure d'ensemble », in *BSEHA*, 1972, pp. 32-35.

(3) 12 000 florins-or. S'y ajoute le versement annuel de 4 000 florins-or.

(4) A. Fauché-Prunelle : *Essai sur les anciennes institutions [...] des Alpes Cottiniennes briançonnaises*, Grenoble, 1856-1857, 2 vol., 712 et 634 p.

lieu commun cette alphabétisation précoce (1), aucune étude approfondie ne lui a véritablement été consacrée depuis. Aussi trouve-t-on seulement des allusions à ces faits dans les articles et les ouvrages, qu'ils soient thématiques ou qu'ils étudient précisément ces territoires (2). Les travaux les plus récents, comme ceux de R. Favier ou de N. Vivier (3), insistent sur les nuances à apporter aux résultats trop uniformisateurs de Maggiolo (cadre départemental). Ils renforcent l'opposition entre la partie élevée du département et les régions d'Embrun et de Gap plus méridionales. Ils insistent aussi sur les écarts entre hommes et femmes. L'alphabétisation féminine présente des cas de figures variables comme la Vallouise (10 %) ou le Queyras (de 30 à 40 %). Elle est cependant toujours égale, voire supérieure à celle des hommes en basse Provence.

Une attention particulière est portée aux instituteurs, popularisés aussi par l'iconographie et la littérature (4). Quoi qu'il en soit, l'étude des allusions faites sur ce thème depuis les Intendants jusqu'aux ouvrages les plus récents, montre que la plupart du temps, les auteurs se contentent d'un constat sans chercher à proposer d'explications véritables. M. Vovelle lui-même oppose « une basse Provence riche et ignorante » progressant lentement au cours du XVIII^e siècle à « une haute Provence pauvrement savante ». Pour lui, l'explication de la situation alpine est simple : « le contraste fondamental qui apparaît est celui de sociétés montagnardes pauvres et peuplées, dépendantes d'éléments climatiques qui deviennent autant d'adjuvants à la diffusion de l'instruction, dominées par ces migrations saisonnières qui imposent une valorisation de la main-d'œuvre » (5). Il incarne l'attitude générale des auteurs et inscrit les considérations habituellement portées sur la question. À notre sens pourtant, ces arguments restent trop limités. Pour trouver les approches les plus globales et les plus complètes sur ces phénomènes, il faut se plonger dans la lecture des écrits de deux érudits de la fin du XIX^e siècle, particulièrement au fait des réalités du département : A. Albert et le Dr J.A. Chabrand. Deux

(1) F. Furet, J. Ozouf : *Lire et écrire, l'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, Paris, 1977, 2 vol., 390 et 379 p.

(2) Citons par exemple, J. Tivollier, P. Isnelt : *Le Queyras*, 1938, Laffitte Reprints, 1977, 490 p. ; B. Grosperin : *Les petites écoles sous l'ancien régime*, 1984, 171 p.

(3) R. Favier : *Les villes du Dauphiné aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Grenoble, PUG, 1993, pp. 317-324 ; N. Vivier : *Le Briançonnais rural aux XVIII^e et XIX^e siècles*, L'Harmattan, 1992, 296 p.

(4) N. Vivier s'intéresse surtout à l'alphabétisation, aux instituteurs et aux écoles au cours du XIX^e siècle, *op. cit.*, pp. 135-147.

(5) M. Vovelle : *De la cave au grenier, un itinéraire en Provence au XVIII^e siècle, de l'histoire sociale à l'histoire des mentalités*, S. Fleury, 1980, p. 366.

articles notamment (1) sont précis et stimulants quant aux explications qu'ils suggèrent. Nous y avons retrouvé bien des pistes observées par ailleurs. Rajoutons bien évidemment les interrogations de Mona Ozouf dans la présentation qu'elle fait des cahiers de la famille Sandre (2).

Quoi qu'il en soit, il existe dans ces régions alpines un véritable goût pour la culture. Nous allons tenter de pointer quelques éléments qui corroborent cette culture de l'écrit.

2. Le goût de la culture écrite

Commençons par la pratique du livre. Les livres sont en effet un des signes les plus tangibles à la fois de l'intérêt pour la culture écrite mais aussi de l'accès à cette culture. La présence précoce de bibliothèques assez fournies ne doit pas étonner le lecteur. Pays de forte tradition protestante, la relation peut paraître automatique puisque le lien entre religion protestante et livre tient du postulat. Comme le rappellent F. Furet et J. Ozouf (3), « le protestantisme apparaît comme la suréminence de la culture écrite, l'intériorisation d'une rationalité nouvelle, la nécessité de l'éducation comme la double voie du salut et de la réussite ». Il y a donc une incitation très forte à apprendre à maîtriser la lecture pour accéder directement à la Bible écrite en français que l'on va lire et relire dans l'intimité de la maison : une procédure de formation familiale bien connue, avec l'image de la lecture à voix haute par le père, le soir à la veillée. La plupart des familles protestantes conservent des bibles annotées, où est inscrite à la main, en page de garde, l'identification généalogique du possesseur, accompagnée parfois par des signatures (4). Bien connue aussi est l'opposition avec le comportement des croyants catholiques que R. Chartier rappelle : « en terre catholique, une telle familiarité (avec le texte biblique en français), loin d'être recommandée, est tenue pour suspecte, puisqu'elle dessaisit le clergé, médiateur obligé entre la Parole divine et la communauté des fidèles » (5).

(1) A. Albert : *Le maître d'école briançonnais*, Grenoble, 1874, 23 p. (repris d'ailleurs en partie par E. Escallier : « La foire au maître d'école du temps jadis », *BSEHA*, 1953) et J.A. Chabrand : « État de l'instruction primaire dans le Briançonnais avant 1790 », *Bulletin de l'Académie Delphinale*, XVI, Grenoble, 1880, pp. 252-280.

(2) M. Ozouf : *La classe ininterrompue. Cahiers de la famille Sandre, enseignants. 1780-1960*, Paris, Hachette, 1979, pp. 7-58.

(3) F. Furet et J. Ozouf : *Lire et écrire*, *op. cit.*

(4) Méthode classique pour identifier la religion du propriétaire.

(5) R. Chartier : *Lectures et lecteurs dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Seuil, 1987.

L'observation des bibliothèques, ou plutôt des livres conservés, montre en fait une diffusion largement indépendante des confessions religieuses. Sans trop d'exagération, disons que le livre est un objet familial et familier, même si, bien entendu, son nombre est limité et qu'il est difficile de connaître avec certitude l'étendue de sa distribution. La consultation des inventaires après décès n'est pas éclairante puisque les ouvrages, surtout s'ils sont peu nombreux et courants, sont rarement cités. À ce titre, l'enquête menée par V. Feschet et P. Gallup sur les bibliothèques alpines est suggestive (1). Même si leurs observations ne portent que sur un nombre limité de bibliothèques (2), elles font ressortir des tendances, que nous avons eu l'occasion de vérifier auprès d'autres bibliothèques ou d'ouvrages consultés lors de nos propres enquêtes. Le poids des ouvrages religieux est toujours décisif, surtout lorsqu'il s'agit des corpus les plus anciens, 69 % en moyenne, avec des écarts entre 63 et 77 % en Queyras. À titre de comparaison tout à fait provisoire, ces auteurs notent un pourcentage plus faible en Ubaye : 45 %. Rien d'étonnant de pointer, à cette époque, la prééminence du religieux qui n'est en rien propre à ces régions. Les informateurs expliquent qu'ils possèdent des ouvrages reçus en héritage d'un oncle curé. Sans nul doute, les clercs ont-ils constitué l'essentiel des bibliothèques parvenues jusqu'à nous. Le corpus d'un fond tout à fait passionnant des archives communales de Névache est instructif. Il comprend une soixantaine d'ouvrages des XVI^e et XVII^e siècles. Deux lecteurs, Bartholemeus puis Ludovicus Carallus, prêtres vraisemblablement, ont inscrit leur identité mais surtout ont, d'une belle écriture, annoté avec sérieux le contenu des ouvrages, témoignant d'une lecture attentive et critique.

Regardons de plus près les titres des ouvrages familiaux. La Bible est l'ouvrage de référence chez les familles protestantes, alors qu'elle est souvent absente des bibliothèques catholiques. En revanche celles-ci, comme on le sait par ailleurs, comprennent, selon les termes de P. Gallup, de très nombreux recueils de méditation (sermons, extraits de pensées, récits de vie de saints...) ou d'instruction (« Manuel des enfants pour leur communion » par exemple). Les familles catholiques possèdent très souvent des catéchismes dont l'état et les annotations successives attestent à la fois d'une utilisation répétée et d'une transmission entre générations (3). Il est aussi inté-

(1) V. Feschet, P. Gallup : *Des livres dans les Alpes. Notes sur la variation du rapport à l'écrit du Dauphiné à la Provence*. Rapport de recherches sur le programme « Frontières culturelles entre les mondes alpins et méditerranéens », 1991, 44 p.

(2) En raison d'une campagne d'enquêtes limitée dans le temps.

(3) V. Feschet, *op. cit.*, pp. 20-21 et P. Gallup : *Des relations entre l'homme et l'écrit dans le Queyras*, Mémoire de DEA, Aix-en-Provence, 1991, 73 p.

ressant de considérer les titres des ouvrages non religieux. Ils se partagent en quatre grandes catégories : livres scolaires, parfois manuscrits d'ouvrages professionnels et pratiques, livres sur l'histoire et enfin, ouvrages littéraires ou poétiques. Malgré leur nombre plus restreint et sans nul doute leur présence moins diffuse dans les familles, les traités de droit ou de médecine, le code civil, l'histoire de la guerre des Juifs contre les Romains ou les aventures de Télémaque, etc., sont primordiaux pour saisir un aspect des rapports à l'écrit des familles alpines. Certes, avec les bibliothèques conservées et mises en bonne place dans les maisons, on ne touche qu'une petite partie des familles, les plus lettrées et celles dont les assises économiques et sociales sont les plus solides. Il ne faut pas oublier cependant qu'une bonne partie des ouvrages d'avant la seconde moitié du XIX^e siècle a été perdue, surtout lorsqu'ils étaient possédés en tout petit nombre. Très souvent oubliés dans des coffres au grenier, ils disparaissent soit lors des partages, soit rongés par la poussière ou détruits par les incendies. Quoi qu'il en soit, le fait de retrouver des livres imprimés, de manière relativement importante dans les familles, est tout à fait significatif. Cela l'est d'autant plus à une époque (XVII^e et XVIII^e siècles) où l'accès au livre reste encore exceptionnel, *a fortiori* dans les villages.

Pour prolonger cette réflexion on ne peut oublier les familles parties à travers la France, l'Europe et même le monde pour colporter des ouvrages avant de s'installer comme libraires ou comme imprimeurs. Dans ses travaux, L. Fontaine (1) a suivi avec précision la destinée de certaines de ces lignées, des plus remarquables comme les Giraud, les Gravier, les Nicolas aux plus modestes comme les Eymard, voire aux anonymes. Quelles qu'elles soient, elles attestent cet attachement à l'écrit porté au plus haut point à une époque où les livres demeurent l'apanage des catégories sociales les plus favorisées (2). Ainsi cet attachement et cette maîtrise nécessaire de l'écrit se double d'une utilisation mercantile tout à fait intéressante.

Dans le parcours sur l'environnement écrit, l'objet de référence reste le livre. Mais l'imprégnation est plus générale et se perçoit par d'autres signes. Les sculptures des meubles et objets du Queyras ont donné lieu à de nombreuses interrogations sur leur spécificité ou leur rattachement à des motifs connus dans l'art alpin. Là n'est pas notre propos. En revanche, plus remarquable et particulier au Queyras, est

(1) L. Fontaine : *Histoire du colportage en Europe*, *op. cit.*

(2) R. Chartier : *Lecteurs et lectures*, *op. cit.* et aussi H.-H. Martin : *Histoire et pouvoir de l'écrit*, Perrin, 1988, 518 p.

le marquage par l'écrit des objets. Le sculpteur, qui est très souvent le façonneur de l'objet, tient de manière prégnante à marquer son identité : il juxtapose ses initiales, une date et le symbole w (qui signifie « vive moi ») à des motifs géométriques et floraux. Certains objets présentent même des maximes inscrites dans le bois ; ainsi certains bois de lits clos rappellent inexorablement le temps qui passe. « *Pêcheur en te couchant, n'oublie pas de penser à la mort!* » Les inscriptions des linteaux de portes remémorent au passant le père fondateur de la maison ou d'autres préceptes comme celui-ci : « *Dieu soit l'appui de la meson WIEAN 1761* ».

Ces inscriptions gravées ainsi dans le bois laissent imaginer la maîtrise nécessaire de l'écriture. On cerne peut-être par là un mode d'apprentissage familial lié au geste appris, répété et intégré pour arriver à une réalisation esthétique. L'écrit trouve avec les cadrans solaires un autre support. La mode ou le goût pour les cadrans solaires n'est, une fois encore, ni spécifiquement briançonnais ni queyrassin. On y remarque cependant une concentration non négligeable de cadrans anciens. La perspective morale et religieuse ne fait aucun doute dans le choix des apophtegmes puisque tous les cadrans solaires anciens associent soit une maxime soit un verset biblique, en latin ou en français, au dessin du cadran. Parmi les plus connus citons : « *Vita fugit sicut umbra* », « *Qui bene vivit, bene moritur* » ou encore « *sans le soleil je ne suis rien et toi sans Dieu tu ne peux rien* ». Ainsi s'offre au quotidien des habitants de la maison mais aussi aux autres habitants du village, un support de lecture permanent, bien identifié et facilement mémorisable.

Il faut immanquablement évoquer les « Transitions », fierté des Queyrassins, car ces recueils sont vus comme un signe de leur alphabétisation précoce. Il s'agit en effet de l'habitude de consigner sur le registre des chemins communaux, non seulement leur description et leur répartition mais aussi l'ensemble des événements survenus au cours de l'année. « L'an 1757, le 22 décembre, Jean Garcin, feu Jacques du village du Serre, partit de sa maison pour aller à Briançon et, passant par le col Lizouard, la neige et le mauvais temps l'ayant saisi, il y est mort et on ne l'a trouvé que dans le mois de juin et on l'a trouvé au-dessous des Clausières. La même année, la vallée du Queyras fit faire le chemin de la Combe au-dessus de la Chapelue, au lieu-dit Crupiès et a donné pour cela 6000 livres à Simon Philip du Château » (1). Bon nombre des Transitions, tenus depuis le XV^e siècle, souvent de père en fils, ont malheureusement disparu ou sont

(1) J. Tivollier : *Monographie de Molines en Queyras*, Lyon, 1913, Laffitte Reprints, 1981, 526 p.

confinés dans des greniers. Sur l'extrait cité, il nous paraît important de faire deux observations. D'une part, le rédacteur n'est pas seulement attentif aux événements de son village mais rend compte des faits de la vallée dans son ensemble. D'autre part, malgré quelques fautes, il rédige ses observations dans un français correct. Encore une fois, on est loin des images du paysan enfermé dans son patois. Les « Transitions » ont pu créer une tradition du journal de village. Bon nombre de familles possèdent un tel livre écrit par un ancêtre, où est consignée soit l'histoire de la famille, soit celle du village. On pense aux ouvrages connus car édités, des abbés Berge et Gondret (1). Mais les autres inédits sont abondants. Par exemple, J. Garcin de Molines rédige à la fin du XIX^e siècle *Le livre généalogique et historique* de sa famille depuis ses origines. C'est encore la monographie laissée par C. Arnaud sur Saint-Véran (2). Le même C. Arnaud a également composé sur un cahier d'écolier le cadastre de sa commune. Non seulement il réalise manuscritement le tracé de chaque parcelle mais il identifie chacune d'elles en indiquant des renseignements généalogiques précis concernant le ou les propriétaires. Entreprise passionnante et révélatrice de ce goût pour le travail écrit. Plus modestement Louis Imbert de Montbardon (3) note, à partir de 1832, sur des papiers conservés ensuite dans un coffret, un certain nombre d'étapes de sa vie. « Lorsque j'avais trois ans, il se fit une mauvaise campagne [...]. Nous fûmes obligés d'aller passer quelques temps à Saint-Savournin près d'Avignon [...]. J'avais 14 ans lorsque mon père Pierre-Casimir Imbert mourut; les deux fils aînés s'engagent au service militaire pour une somme de 3 000 francs afin de payer les dettes de mon père [...]. À 17 ans, je fus instituteur au Rouët (hameau de Château-Queyras) puis, l'hiver suivant, je partis à l'Isle sur Sorgues où j'exerçais le métier de rémouleur. Je circulais dans une partie du département et un peu dans le Languedoc. Je retourne au pays l'été et, à la fin de juillet, je repars de nouveau sur Marseille, ayant 20 francs en poche, tombant alors sous la protection de mon frère Antoine qui était, à ce moment-là à l'hôtel de Pologne [...]. Je marchais à pied jusqu'à Sisteron. Ayant les pieds endommagés, je pris alors la voiture pour finir d'arriver à Marseille ».

(1) Abbé P. Berge : *Monographie de Saint-Véran*, Gap, 1928, 357 p. et Abbé J. Gondret : *Mœurs et coutumes des habitants du Queyras au XIX^e siècle*, manuscrit publié et commenté par R. Devos, *M.A.R.* n° 3-4, 1973, pp. 7-62.

(2) C. Arnaud : « Une mémoire de Saint-Véran, vie traditionnelle et patois queyrassin », *M.A.R.* n° 3, 1983, 101 p.

(3) Hameau de Château-Queyras. Le récit commence le 25 août 1832. Louis Imbert est né au début du XIX^e siècle. Archives privées Imbert.

Nous pourrions poursuivre cet inventaire. Les remarques précédentes nous paraissent suffisantes pour montrer à quel point l'écrit, institutionnel ou non, fait partie du quotidien des communautés villageoises briançonnaises et cela, bien avant le XIX^e siècle (1). Elles attestent aussi de l'ouverture de ces sociétés vers l'extérieur, ressentant la nécessité de savoir lire et écrire.

À la suite de ses travaux, P. Gallup conclut en disant que le discours autour de l'écrit ne semble pas essentiel. Faut-il voir dans cette remarque le constat d'un recul de ce goût pour l'écrit dans les populations actuelles. P. Gallup ne semble pourtant pas l'envisager sous cette forme. Pour notre part, lors de nos enquêtes, nous avons au contraire été frappés par le souci constant des informateurs d'étayer leur discours par le recours à leurs archives familiales (papiers notariés, lettres, livres de compte, généalogies,...) ou le renvoi aux ouvrages publiés sur le Queyras, celui de Tivollier en particulier, source de référence par excellence. Si l'on doutait encore de cette prégnance de l'écrit dans le quotidien, les archives de différentes natures viennent confirmer ce que nous avançons précédemment.

3. La preuve par les archives

Les archives confirment le très haut niveau des signatures répertoriées par Maggiolo : 70 % des hommes à la fin du XVII^e siècle et 93 % à la fin du XVIII^e siècle. La différence avec les femmes est beaucoup plus marquée, avec de réelles disparités selon les communautés. On considère que le taux des signatures évolue entre 30 et 40 % en moyenne. Les femmes du Queyras se distinguent par un niveau beaucoup plus élevé, face à celles de la Vallouise, par exemple. Briançon (2) apparaît chaque fois comme le pôle de l'alphabétisation : 85 puis 96 % pour les hommes, de 40 à 75 % pour les femmes entre ces mêmes dates.

Nous ne pouvons répertorier tous les types d'archives permettant de traiter de ce thème. Contentons-nous d'en évoquer quelques-unes parmi les plus significatives. Dans la connaissance des sociétés, les actes notariés sont une source essentielle. Sans parler de leur contenu, leur existence même est révélatrice, surtout lorsque la fréquence des

(1) Conformément à ce que l'on observe habituellement pour les villes, cf. R. Chartier : « Les pratiques de l'écrit dans les villes françaises du XVII^e siècle », in *Pratiques de la lecture*, Rivages, 1985, pp. 158-180.

(2) Données indiquées par R. Favier, *op. cit.*, p. 318.

actes comme le nombre des notaires sont élevés. Certes, les sociétés rurales sont en général procédurières. Cela suffit-il à expliquer le nombre très important de notaires en exercice jusqu'au XVIII^e siècle (1), même si on relève une réduction sensible de leurs effectifs au cours des deux derniers siècles? Contrairement à l'idée générale qui privilégie les accords verbaux pour les sociétés rurales traditionnelles, la lecture suivie des actes prouve au contraire la volonté de garder une preuve écrite. « Les Briançonnais sont extrêmement laborieux, fins, dissimulés et beaucoup intéressés et il y a peu de nations qui aillent mieux à ses fins [...]. Ils sont extrêmement formalistes [...], ce qui fait qu'ils ne traitent d'aucune affaire sans écrire » (2). Les archives privées ne font que confirmer cette observation. Les familles conservent précieusement les actes notariés, écrits en français. Ces fonds contiennent assez souvent des brouillons de testaments mais aussi des engagements ou des contrats, rédigés sans l'aide du notaire, selon des modèles parfaitement intégrés, traduisant à coup sûr une pratique à la fois de la lecture et de l'écriture.

Avec le champ nouveau et très vaste des correspondances privées, l'observation de l'accès à l'écrit trouve un autre angle plus passionnant (3). Nous avons pu travailler sur un certain nombre de fonds privés, soit déposés aux archives départementales des Hautes-Alpes, soit prêtés par des particuliers. Les échanges épistolaires qui, pour l'essentiel, couvrent les XVIII^e et XIX^e siècles, attestent d'une maîtrise de l'écriture et même d'une rédaction aisée, avec naturellement des niveaux culturels différents. L'extrait suivant est révélateur du type de contenu épistolaire qui se transmet dans cette correspondance familiale de la fin du XVIII^e siècle jusqu'au XX^e siècle (4). Jean Jouve, agriculteur de Saint-Véran écrit le dix novembre 1793 à sa belle-sœur établie à Genève, d'une écriture déliée (5).

« Ma très chère belle-sœur, neveux, nièce, je vous écris pour vous apprendre que nous nous portons tous bien grâce à Dieu. Je souhaite que la présente vous trouve de même. Vous sçavez que jay eu bien du

(1) Tels qu'ils apparaissent dans l'Inventaire des Archives de la vallée du Queyras (1343-1814), série E 355 à 529. M. Prost fait les mêmes remarques pour la Valloise. Voir aussi M. Bardet : « Activité notariale en milieu rural à l'époque moderne : essai de réflexion méthodologique », in : *Problèmes et méthodes d'analyse historique de l'activité notariale*. Colloque de Toulouse, 1990, pp. 36 et sq.

(2) A. de Rochas d'Aiglun : *Le Briançonnais au commencement du XVIII^e siècle*, 1882.

(3) R. Chartier (dir.) : *La correspondance. Les usages de la lettre au XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 1991, 462 p.

(4) Archives privées Jouve, Fonds M.D. Grenoble.

(5) Nous avons reproduit la forme orthographique, comme pour les extraits suivants d'ailleurs.

plaisir de recevoir les lettres que vous m'avez écrite le 14 mars et le 17 avril, et surtout d'apprendre que vous étiez tous en bonne santé. Je souhaite que Dieu veuille vous la conserver à tous. Ce qui m'a fait tardé à vous écrire ce que j'attends toujours pour voir comment les affaires vont chez nous, vu que nous avons été fort occupés cet été, que à peine nous ne pouvions ramasser notre moyenne récolte, presque tous les huit jours et bien des fois tous les quatre jours nous fallait faire la garde en la montagne avec les chasseurs et volontaires logés en cantonnement ». Au-delà des formules rhétoriques sur la santé, avec l'échange de nouvelles respectives, la lettre permet surtout d'entretenir les relations familiales malgré l'éloignement dû aux migrations saisonnières ou définitives. Les formules comme celles que l'on trouve dans les cahiers d'écoliers sont dépassées pour intégrer le récit du quotidien et des préoccupations. En revanche, ces modèles de type scolaire sont très présents dans les petites phrases que l'on prend l'habitude très tôt de faire écrire aux enfants, au bas des lettres : « je prie mon oncle Frédéric de recevoir ici l'assurance des sentiments de l'attachement sincère de son affectionnée nièce, Victorine Chabas octobre 1837 » (1). C'est aussi la signature, sans doute encore malhabile, qui attendrit Simon Puy expatrié au Brésil. En terminant sa lettre à sa famille de Château-Queyras, en 1856, il écrit : « Si la signature de Simon est de lui, j'augure bien de lui, il écrit presque aussi bien que sa sœur ; que Marie ne m'oublie pas dans ses prières, je pense souvent à elle aussi » (2).

Plus tard, lorsque l'on fait des études de médecine à Paris, on continue à écrire régulièrement à son père, juge de paix à Château-Queyras. Ainsi la famille Carilhan a laissé une correspondance passionnante entre 1795 et 1820. « Je n'ai toujours pas parlé avec mon cousin le libraire des affaires d'intérêt que tu as avec son père. Je te dirai le résultat. S'il ne veut pas te faire des acomptes, je désirerais au moins qu'il me fournisse les livres. Mais c'est difficile d'avoir de l'exactitude avec lui » (1817). En 1814, il écrivait : « M. Ferrus est la meilleure protection que j'ai ici à Paris. Il s'intéresse beaucoup à moi et a promis de me diriger dans mes études [...]. M. Bertrand d'Embrun est beaucoup estimé du docteur Ferrus. Aussi je te prie de me faire recommander à lui par ce premier. Tu es assez bien avec lui pour obtenir une lettre de sa part pour M. Ferrus » (3). Les interrogations sur la santé des uns et des autres sont présentes (dans le début du

(1) Lettre à Joseph Alliey qui part s'installer comme juge. Archives privées d'Alliey A.D.H.A., F3392.

(2) Archives privées Puy-Sourd.

(3) A.D.H.A. 1J255.

courrier) mais Antoine Carilhian en profite surtout pour faire part de ses états d'âme, mais aussi de ses besoins, comme lors de véritables entretiens d'affaires. La rédaction est aisée et l'on s'éloigne beaucoup des autres formules modèles, visibles dans d'autres correspondances.

D'autres archives, indirectes par rapport à notre propos, confirment la généralisation de l'alphabétisation. Les registres de conscrits dépouillés systématiquement entre les années 1820 et 1870 montrent des Queyrassins possédant à 99 % le degré 1 (lire), à 90 % les deux niveaux 1 et 2 (lire et écrire) et à 80 % les trois niveaux (lire, écrire et compter). La comparaison avec un autre territoire dauphinois de moyenne montagne, la Matheysine est remarquable. En effet, cette région fournit les remplaçants des conscrits queyrassins qui ne se précipitent pas pour accomplir leur service militaire. Ces jeunes Matheysins déclarent, à une faible majorité, savoir lire. Les niveaux supérieurs sont exceptionnels (1). Les registres de conscrits briançonnais font également apparaître une très forte proportion d'étudiants ecclésiastiques ou de futurs maîtres d'école. Une manière relativement peu onéreuse pour se former dans le premier cas, ... mais aussi un excellent moyen de se faire exempter du service militaire !

La mémoire orale, comme les archives écrites, signalent unanimement la fonction de régent comme une profession fréquente au cours des derniers siècles. De fait, R. Rey réalise une enquête à la fin du XIX^e siècle sur la situation de l'enseignement primaire dans le Vaucluse avant 1789. Il atteste de l'engagement par certaines communautés d'un régent originaire du Briançonnais dès le XVI^e siècle. Ainsi, P. Brutinel d'Arvieux officie au Crestet en 1504 ; c'est aussi le cas, quelques années plus tard, de Laurent Vasserot d'Aiguilles à Caderousse et la tradition se poursuit au XVII^e siècle. Pour les siècles suivants, les délibérations communales sont une source intéressante. Même si l'enregistrement n'a rien d'exhaustif, on y trouve souvent la mention de l'engagement d'un maître d'école. Les communautés du Queyras et du Briançonnais y pouvoient régulièrement. D'ailleurs, N. Vivier confirme, par des cartes, l'implantation systématique des écoles non seulement dans chaque village, mais aussi dans chacun des hameaux (2). Les enquêtes des préfets insistent sur cette réalité qu'ils expliquent par la géographie et le long hiver. Ils réclament une

(1) Même en relativisant les résultats puisqu'il s'agit de conscrits pauvres puisque cherchant à gagner de l'argent par ce remplacement, le décalage est très net, même dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

(2) N. Vivier, *op. cit.*, p. 137. Elle fait d'ailleurs un rapprochement nécessaire avec le nombre des étudiants ecclésiastiques.

adaptation à la loi générale instaurée depuis 1803 (école organisée avec des enseignants munis du brevet de capacité). « Je ne vois pas dans mon département la possibilité d'y établir des écoles primaires. Cette impossibilité ne tient pas à la dépense ; il n'est pas de sacrifice que les pères ne soient prêts à faire pour l'instruction de leurs enfants ; ils sentent que, si elle est nécessaire à chaque homme, elle l'est plus encore aux Briançonnais, dont l'existence tient au commerce et à l'industrie. [...] Il est de la connaissance de tout homme qui a parcouru cet arrondissement qu'il est des semaines entières où la communication d'un village à l'autre est interceptée. [...] Il faut laisser aux différents hameaux le soin de pourvoir à l'instruction de leurs enfants. Et l'on peut être rassuré, à cet égard, dans le pays briançonnais, où il n'existe pas un village qui ne solde un maître d'école. Dans la commune de Briançon il y a douze instituteurs. Dans celle de Monétier, on en trouve au moins huit ; la plus petite commune en a plusieurs » (1). Une enquête postérieure montre la permanence de cet état de fait. En 1820, sur 40 instituteurs recensés officiellement dans le canton d'Aiguilles, seuls 11 sont en règle (2). Le recteur remarque aussi dans sa tournée de 1817, « Dans le Queyras, il y a beaucoup d'instituteurs mais pas un n'est autorisé. Il y en a jusqu'à 9 ou 10 par commune. Tout le monde enseigne dans ce pays » (3). Quoi qu'il en soit, on relève une extraordinaire densité d'écoles bien avant la généralisation induite par la loi Guizot. Les hauts pays briançonnais auraient en moyenne 63 écoles pour 10000 habitants, voire 70 écoles pour 10 communes (4). Si cette qualification permet aux instituteurs de s'embaucher ailleurs, ils ne s'en privent pas. L'image du maître d'école qui va s'engager la plume au chapeau, rappelant à ce titre les maîtres écrivains, n'est pas seulement une figure littéraire ou iconographique. Il n'est que de lire les archives communales des villages du Briançonnais comme celle des villages qui les embauchent. Prenons deux exemples seulement. À l'automne 1792, sur 159 passeports délivrés à des habitants de Névache, 71 le sont à des régents. Ils se dirigent en majorité vers le bas Dauphiné, la Bresse et le Bugey. Ainsi, de 1760 à 1800, le village d'Ordonnaz dans l'Ain vient engager tous ses maîtres d'école dans le haut Dauphiné (5). Pendant un siècle, de 1644 à 1746, le village de la Bâtie-Neuve (près de Gap) embauche des régents venant du Briançonnais et du Queyras. Le

(1) Chaix : Lettre au Préfet Ladoucette, 24 avril 1804. A.D.H.A. 1M22.

(2) A.D.H.A. 1M24.

(3) A.N. F1710381.

(4) N. Vivier, *op. cit.*, p. 138. À titre de comparaison, le département des Hautes-Alpes pourtant bien pourvu n'aurait que 22,9 écoles pour 10 villages.

(5) A.D.H.A., Névache, A.C. D1. Pour Ordonnaz, dépouillement des archives communales assuré par M. Court de Guillestre.

dépouillement systématique des délibérations communales reste à faire. Il nous réserverait sans doute une confirmation précise de ce fait.

4. Entre nécessité et efficacité : les formes et les processus de l'alphabétisation

En parcourant succinctement les signes attestant de la réalité d'une culture écrite précoce dans ces villages d'altitude, on perçoit nettement deux modes d'acquisition. D'une part, la formation scolaire, en d'autres termes l'école, et d'autre part des procédures d'apprentissage apparemment plus informelles. Dans le champ très vaste de l'autodidaxie, nous n'aborderons ici que l'acquisition des savoirs de base : lire, écrire et compter. Nous laisserons de côté tout ce qui a trait à d'autres acquisitions techniques liées par exemple à l'agriculture ou l'élevage, à la sculpture ou même à la construction des maisons. Ce serait là un véritable champ d'étude à inventorier.

L'approche, même réduite à l'écrit, est ardue car les procédés de transmissions familiales ou scolaires, sur la période choisie, ne sont jamais abordés dans les archives. Les enquêtes, pour ne parler que d'elles, sont sur ce thème très laconiques. La mémoire des informateurs, même si elle porte sur des phénomènes de la fin du XIX^e siècle, est précieuse, car elle éclaire certains comportements de la longue durée qui s'appliquent aussi bien à des périodes plus anciennes. Pourtant, lorsqu'on la convoque directement à ce propos, elle reste à des niveaux de généralités peu stimulants. On ne peut donc tenter de saisir ces procédés que de manière indirecte.

La seule réalité observable est, avons-nous dit, la présence d'écoles. Mais, pour l'époque considérée, les indications sur les méthodes d'apprentissage utilisées par les maîtres sont extrêmement rares (1) et toujours sporadiques. Par chance, on découvre parfois des archives comme cette affiche imprimée, présentant un abécédaire. Elle semble avoir été diffusée pour l'apprentissage de la lecture par un certain J.J. Borel (2). L'inspecteur des forêts Delafont, en tournée dans le Queyras en 1833, évoque aussi les abécédaires utilisés dans

(1) Les contrats passés avec les communautés ne précisent que la durée du contrat, le salaire et son versement, les objectifs (apprentissage de la lecture, du latin...) mais jamais les moyens pour arriver aux objectifs.

(2) Affiche retrouvée dans les archives communales de Neffes. J.J. Borel est-il ce prêtre, directeur du collège de Forcalquier dans les années 1840 ?

les écoles, sans autre précision (1). La famille Sandre de Chantemerle près de Briançon a laissé un document exceptionnel (2) : quatre générations d'instituteurs ont consigné sur des cahiers leur vie entre 1780 et 1960. On recherche avidement les renseignements sur les formes d'apprentissage au tournant du XIX^e siècle : elles sont lacunaires. « À l'âge de dix ans, vers le 15 mai 1782, un an après la mort de sa chère mère, et après deux ou trois hivers de lecture suivant l'usage du pays, Bertrand fut envoyé chez un grand oncle curé qu'il avait à Éguilles en Queyras, partie du Briançonnais, pour y recevoir les rudiments du latin (3) ». C'est la seule allusion faite par Bertrand, le premier des rédacteurs, sur ses apprentissages élémentaires. Il évoque en revanche, de manière beaucoup plus précise, le contenu des enseignements reçus plus tard au collège d'Embrun. Malgré tout, ce court extrait est essentiel pour saisir cette complémentarité entre les deux formes d'apprentissage proposées : la famille et l'école. Cet « album » de la famille Sandre nous servira de fil conducteur dans cette investigation des modalités d'apprentissage. La lecture d'autres archives nous en montre l'exemplarité, et la modélisation que l'on peut en tirer.

Une formation hivernale et familiale

Lorsque François de Nantes visite les « Alpes cottiennes et maritimes », il brosse un portrait attendri du père de famille queyrassin formant sous son toit ses enfants et ses serviteurs. Il lui apparaît « hors d'atteinte sur ses montagnes [...], professeur le plus élevé et le plus inaccessible qu'il y ait sur le globe, [...] affranchi du tourment que l'Université le précipite du haut de sa chaire, qu'elle lui prescrive un mode exclusif d'enseignement, qu'elle mesure à son aune les intelligences et qu'elle lui dise : "tu t'arrêteras là..." ».

Voilà posé, pour de nombreuses années, l'archétype du maître et du mode de formation, dans l'écurie durant le long hiver. On a même édifié sur cette image la raison de l'avance en matière d'alphabétisation : occuper son temps durant les mois d'hiver. Dans les années 1850, W. Beatties, un voyageur anglais qui vient, sur les pas de F. Neff, visiter Arvieux et St-Véran (4), s'étonne de trouver des populations en habits grossiers distraire leurs longs moments d'inactivité

(1) N. Vivier, *op. cit.*, p. 144.

(2) Document recueilli et présenté par M. Ozouf : *La classe ininterrompue, Cahiers de la famille Sandre, enseignants, 1780-1960*, Hachette, 1979, 436 p.

(3) M. Ozouf, *op. cit.*, p. 64.

(4) W. Beatties : *The Waldenses, or protestants valleys of Piémont and Dauphiny*, Londres, 1838, 216 p.

en jouant des pièces de Molière. Insister sur l'écurie pour valoriser le contraste entre nature et culture, c'est oublier que le mode de vie hivernal de ces villages intègre la cohabitation hommes-animaux dans la pièce-écurie.

Il est beaucoup plus intéressant de s'arrêter au rôle du père qui incarne la complémentarité des modes d'apprentissage. La majorité des pères de famille possèdent le bagage minimum nécessaire pour transmettre à leurs fils, et à leurs enfants en général, quelques savoir-faire élémentaires. Comme nous avons essayé de le montrer, ces savoirs que constituent la lecture et l'écriture bénéficient d'un environnement favorable : présence d'un ouvrage de base sur lequel on s'entraîne, audition des lectures faites à voix haute par les adultes lors des veillées. C'est aussi la nécessité d'acquérir la tradition d'authentification des objets sculptés du quotidien et celle de la réalisation d'un meuble sur lequel on inscrira son identité. La longueur des hivers permet alors à cette activité de s'accomplir, voire de s'épanouir par la fréquentation et la répétition. Peut-on trouver ici une explication à l'alphabétisation relative des femmes qui, partageant avec la famille la pièce d'habitation hivernale, profitent de cet environnement ? Hypothèse sans doute un peu rapide ! Il faut insister aussi sur le rôle dévolu en ce domaine au grand-père ou à l'oncle, en l'absence du père, émigré pour sa campagne hivernale. C'est aussi le cas lorsque l'on veut élargir et accroître la formation. La présence dans l'environnement familial proche d'un prêtre maîtrisant le latin et possédant une bibliothèque plus fournie s'avère alors précieuse, avant que l'enfant intègre éventuellement les classes du collège ou du séminaire, si les moyens de la famille le permettent. On retrouve alors des procédés de formation normalisée, connus par ailleurs, qui ne nous intéressent pas dans ce cadre précis (1).

L'imitation familiale se repère aussi dans le métier d'instituteur. Grâce aux délibérations communales, nous avons pu suivre un certain nombre de ces maîtres d'école exerçant leur activité au cours du XVIII^e siècle, soit dans le Briançonnais, soit dans d'autres parties du département, soit dans d'autres départements. Il arrive fréquemment

(1) Les ouvrages et les études ne manquent pas. Citons B. Grosperin, *op. cit.*, mais aussi « École et alphabétisation », numéro spécial des Annales 1980. *Écoles et Universités de la France méridionale. Des hommes, des institutions, des enseignants*, Actes du colloque de Montpellier, 1985, publié en 1990 ou Nicolle : « État de l'enseignement primaire dans le département des Hautes-Alpes en 1789 », *BSEHA*, 1896, pp. 14-39. P. Guillaume : « Les collèges de Gap et d'Embrun », *BSEHA*, 1887, pp. 153-160 et B. Oury et R. Escarrat : *Histoire du collège et du lycée de Gap (1576-1987)*, Gap, 1987.

qu'une communauté signe un contrat avec le père et le fils, réservant le chef-lieu au père alors que le fils officie dans le hameau. Ainsi, durant plusieurs années, Claude et Étienne Reymond de Vallouise (1739-1740 et 1741), ou Pierre et Paul Barthélémy de Saint-Véran (1734-1737) père et fils signent un contrat avec La Bâtie-Neuve (près de Gap) (1). La hiérarchisation se perçoit aussi à travers l'intitulé : le titre de régent est réservé, selon B. Sandre, à celui qui possède des rudiments de latin. Lorsqu'il ne s'agit pas du tandem père-fils, les déplacements en groupe vers des communes proches et avec des régents d'âges différents font penser à ce même type d'auto-apprentissage. Mais le système ne diffère pas avec les autres métiers de migrants. Nous y reviendrons.

La tradition religieuse

L'exemple de Bertrand Sandre nous rappelle le poids du religieux dans les modes de formation, qu'il s'agisse de la formation scolarisée au séminaire, dans les classes assurées par des prêtres ou des apprentissages familiaux au sein de chaque maison. La forte implantation protestante explique, pour une grande partie des auteurs, l'alphabétisation précoce. Certes, on a rappelé les liens qui lient religion réformée (mais aussi vaudoise) à l'écrit, par la fréquentation répétée du livre au sein de l'espace familial. L'image du père formateur trouve là son fondement. La mémoire protestante est très attachée à cette évocation, qui est pour elle une marque de distinction, si ce n'est un véritable signe d'appartenance. Pourtant, la réalité est plus nuancée et complexe et la différence entre les deux communautés n'est ni marquée ni réellement visible. Peut-être faut-il tenir compte du dynamisme des deux communautés religieuses, faisant de ces villages des terres de conquête, aux conséquences positives pour l'alphabétisation (rappelons le nombre de prêtres, par exemple). Ajoutons que la comparaison avec d'autres régions à forte présence protestante (le Diois dans la Drôme ou certains villages du Lubéron dans le Vaucluse) est nécessaire. Si là, la dichotomie avec les villages catholiques apparaît marquée en faveur des communautés protestantes, on ne note pas des taux d'alphabétisation comparables avec ceux du Briançonnais. Ils sont de 60 à 40 points inférieurs, selon le début ou la fin de la période, pour ne parler que des hommes. Il faut donc trouver d'autres explications. Dans l'état actuel des hypothèses, la complémentarité ancienne et permanente entre la formation scolarisée auprès des régents et les apprentissages domestiques dans l'environnement familial attaché à l'écrit, paraît essentielle. Nous n'avons fait pourtant que constater. Il

(1) A.D.H.A., La Bâtie Neuve. A.C. GG7.

reste à se demander, et c'est aussi le sens de nos interrogations, quelle est l'origine de cet attachement à la culture écrite ?

Des commerçants attachés à leur autonomie

La famille Sandre, famille de régents, servira une fois encore de base à notre réflexion. Bertrand incarne le modèle de ces cadets de familles relativement aisées à qui la formation poussée jusqu'au collège permet d'accéder à une profession : la cléricature, une profession de l'écrit (avoué, notaire, juge... ou régent) et surtout le commerce. Il embrasse successivement plusieurs de ces professions au gré des circonstances : séminariste pendant quelques mois, commerçant avec son père en Italie avant de se spécialiser comme régent. Il inaugure une tradition familiale d'enseignant, de maître d'école ambulant puis d'instituteur installé durablement avec sa famille. La spécialisation familiale resserre le nombre des instituteurs issus de ces villages et les regroupe au sein de quelques familles. Elle se perçoit plus nettement encore lors de la mise en place des écoles normales (1), qui transforment la nature et les modalités de la fonction. Jusqu'alors, le métier de régent tient bien davantage du colporteur en écriture que de l'instituteur. Malgré les apparences, cette profession spécialisée est en réalité un commerce exploitant les savoir-faire acquis et valorisant l'avance en matière d'alphabétisation à une époque où les régions environnantes, qui souffrent d'un déficit en personnel, ont une demande forte (2). L'arrêt de ce type d'activité lorsque cette profession se sédentarise et se fonctionnarise en est la preuve la plus lisible.

Deux types de sources sont tout à fait éclairants. D'une part, nous avons retrouvé des cahiers d'écoliers, datant du milieu du XVIII^e siècle. Démarquant le modèle d'un cahier de négociant (3), ils renferment une longue série d'exercices de calcul avec les solutions, proposant également le modèle de raisonnement à tenir pour résoudre le problème. L'intitulé des problèmes concerne rarement, comme on pourrait s'y attendre, les réalités agricoles mais bien davantage des pratiques urbaines et révèlent l'attention portée à l'acquisition d'une

(1) A.D.H.A., citons entre autres, 1T1431 *registres matricules de l'école normale* (1874-1939), 1T192 *élèves-maîtres* (1876-1890), 1T393-396 *Élèves-maîtres* (1850-1872), 2T2 *Instituteurs admis à l'E.N.* (1832-1851).

(2) En particulier l'augmentation très forte du nombre des régents au cours du XVIII^e siècle jusqu'aux années 1830 qui marquent le tarissement, voire la disparition, de ce type de profession.

(3) *La bibliothèque des jeunes négociants ou méthode nouvelle pour apprendre à tenir les livres en parties doubles*. A.D.H.A. 15J44, une imitation du Manuel du parfait négociant.

culture marchande. « J'ai acheté 3 quintaux 62 livres 4 onces de chanvre en Piémont qui m'a coûté 17 sous la livre. Je demande combien je dois vendre la livre pour gagner 2 sous 3 deniers par livre » ou bien « un bourgeois qui tire tous les ans 345 livres 9 sous et 11 deniers de rente, je demande quelle est la somme capitale à raison de 5 % (1) ». Quelques années plus tard, un cahier d'instituteur propose des exercices de la même veine ; seules, les unités sont adaptées au nouveau système métrique. « Trois jeunes gens se sont associés et ont gagné 25 000 francs, le premier a mis 1 300 F pendant 12 mois, le deuxième 1 500 pendant 11 mois, le troisième 1 800 F pendant 2 mois. Quelle sera la part de chacun ? » (2) Un exemple pourtant semble très proche des préoccupations agricoles, en particulier des réserves à faire pour passer l'hiver. En réalité, il renvoie surtout aux règlements de succession des registres notariés. On repère cette évaluation des frais engagés par le tuteur pour l'entretien de son pupille jusqu'à sa majorité, permettant le calcul de la part à récupérer sur le règlement de l'héritage : « un homme qui mange tous les jours 1 livre 8 onces de pain, je demande combien il lui faudra de septiers de bleds pendant une année, le septier pesant 86 livres de pain et combien vaudra le dit bled à raison de 4 livres 5 sous le septier ». Les exemples comme les méthodes de résolution des exercices sont à la fois très archaïques et modernes. Certains modèles ressortent d'ailleurs de formes d'apprentissage anciennes comme ces tables de multiplication, apparemment hermétiques, qui ressemblent beaucoup à celles étudiées par A. Allard (3).

Un dépouillement systématique de ces cahiers montre la nature de la formation travaillée. Les préoccupations sont avant tout d'ordre commercial et pratique : gestion d'une association commerciale, placement d'argent, rapport d'un commerce intégrant ce que l'on pourrait appeler calcul du retour sur investissement ! D'autres exercices, moins nombreux cependant, concernent la gestion des affaires de la communauté, notamment la répartition des impôts avec des calculs selon la taille et la situation des parcelles. Peu ou pas d'exemples en revanche touchent à l'exploitation agricole. Lorsqu'ils existent, ils s'appliquent à l'élevage et toujours avec une orientation

(1) Dans *Livre de calcul appartenant à la famille Garcin de Fontgillarde*, Manuscrit d'un cahier d'écolier. A.D.H.A. 1J429.

(2) Dans J.B. Albert : *Problèmes divers raisonnés*, manuscrit, A.D.H.A., fonds Laurens, 1Mi67.

(3) A. Allard : « L'enseignement du calcul arithmétique à partir des XII^e et XIII^e siècles : l'exemple de la multiplication » in : *Manuels, programmes de cours et techniques d'enseignement dans les universités médiévales*, colloque Louvain-la-Neuve, 1994, pp. 117-136.

UN CAHIER D'ARITHMÉTIQUE EN 1763

Les trois documents ci-après sont extraits du « *Livre d'arithmétique par moy Clément Vasserot, fils Barthélémy, fait ce jour 15^e jour du mois de février année 1763* ». Ils sont significatifs de la facture de ce cahier, inventorié comme cahier d'écolier. De 1763 date le début de la rédaction de ce cahier, achevé au début de l'année 1764.

Clément Vasserot appartient vraisemblablement à une famille protestante établie à Fontgillarde, hameau de Molines en Queyras. Ce hameau, proche de la frontière italienne, se situe au pied du col Agnel, un des passages majeurs vers le Piémont. La famille Vasserot, dont l'emprise sociale se traduit par la possession d'une bâtisse imposante, a vu une large fraction de ses membres s'expatrier à partir de 1685, après la révocation de l'Édit de Nantes. Au travers de correspondances épisodiques, les liens ont été maintenus avec certaines branches installées en Suisse (Genève) (1). Une des descendantes dirigera, au siècle suivant, l'école protestante de ce hameau.

C'est aussi dans ce village qu'a été retrouvé un autre cahier manuscrit daté des mêmes années et de facture extrêmement proche (2), témoignant de la diffusion de modèles. Seuls varient les intitulés et le choix des exemples. Ces cahiers contiennent essentiellement des tables ou exercices de calcul (cf. illustration 1), posent des problèmes suivis de leur résolution, parfois selon plusieurs méthodes (cf. illustrations 2 et 3); il est intéressant d'observer, tout au long du cahier, le rappel quasi identitaire du rédacteur, de la simple signature au bref commentaire de la bonne règle donnée (ill. 3) ou d'un personnage énigmatique, relativement récurrent (ill. 2). Les énoncés des problèmes concernent toujours des exemples pratiques qui ont trait au commerce. L'exercice relatif à l'association commerciale évoque des mises de fonds importantes et inégales; on en retrouve du même genre avec des sommes beaucoup plus modestes. De la même façon, de nombreux problèmes renvoient aux échanges avec l'Italie et aux calculs de changes. La fin du cahier fournit même des grilles de conversions incluant des tables de calcul d'intérêt.

La table de multiplication (ill. 1) renvoie, elle, à des formes d'exercices de mémorisation sans doute oraux, complétés par une série de pages sur la décomposition des nombres, aptitude essentielle à exercer pour maîtriser les calculs mentaux effectués lors des marchés et des foires. La forme condensée de cette table et sa reproduction sur un petit support en font un outil aisément transportable.

(1) C. Vasserot : *Une étude sur le Queyras. La tribu des Vasserot*, ouvrage inédit (M.D.).

(2) *Livre de calcul en provenance de la famille Garcin de Molines*, ADHA, 1J 429.

Illustration du document original
masquée en l'absence d'autorisation
de reproduction pour
cette édition électronique

Illustration du document original
masquée en l'absence d'autorisation
de reproduction pour
cette édition électronique

Illustration du document original
masquée en l'absence d'autorisation
de reproduction pour
cette édition électronique

commerciale. « 4 muletiers ont prix le charoir du sel de Marseille à savoir pour le grenier de Briançon 6 540 huminots (1) et pour le grenier du Château-Queyras 3 600 huminots, prix convenu à 6 livres 10 sous l'huminot. Le premier mullatier a 2 mullets, le second a 4 mullets, le troisième a 3 mullets et le quatrième a 3 mullets. Je demande combien ils auront pour chacun de l'argent qu'ils ont gagné à proposition des mullets » (2).

D'autre part, la plupart des familles conservent encore des registres de comptes en partie double. Si la plupart sont de petits mémentos modestes, notamment lorsqu'il s'agit de toute évidence de carnets de colportage, certains révèlent une qualité exceptionnelle à la fois dans la tenue formelle et dans la nature des renseignements consignés (3). Ils témoignent d'un suivi rigoureux dans la gestion. Les modèles sont repérables, depuis les premiers livres de raison tenus par des consuls (4) parfois dès le XVI^e siècle jusqu'à ceux, plus spécialisés, des siècles suivants. Dans les plus anciens, en effet, affaires privées et publiques se mêlent encore, avant d'en arriver à être de véritables livres de compte. On peut aisément suivre de génération en génération les archétypes acquis par la pratique et l'imitation familiales, même si les manuels prévoient des modèles de tenue de compte en partie double, et que certains cahiers d'écoliers consignent l'exercice. Ces cahiers d'écoliers ou certains de ces livres de compte attestent de connaissances dépassant largement les niveaux élémentaires auxquels nous nous sommes volontairement limités. Leur lecture est très éclairante et nous renvoie aux modes de formation complémentaires que nous suggérons. Ils rendent compte des praxis qui lient père et fils, oncle et neveu et expriment les filiations familiales et professionnelles. Celles-ci permettent en effet au plus jeune de suivre l'exemple de l'aîné en acquérant à son contact les méthodes mais aussi le réseau de relations, les connaissances humaines et les conduites nécessaires à l'exercice du métier par excellence : le commerce. Les parcours de vie permettent de montrer les strates cumulées de formation et d'influence : école du village,

(1) En 1742 le minot de sel à Guillestre pèse 112 livres ou 45 kg 6 et coûte 24 livres 7 sous. L'huminot est aussi une mesure employée dans le Queyras et équivalait à une contenance de 2 livres.

(2) *Livre de calcul*, op. cit. L'orthographe est respectée, notamment l'emploi successif de *muletier* puis *mullatier*.

(3) Par exemple, un magnifique registre tenu par la famille Court, commerçants de Guillestre entre 1810 et 1860.

(4) Officier élu chaque année pour assurer la direction de la communauté dans le cadre de l'Escarton.

apprentissage au sein de la maison, séjour chez un oncle (1) curé, en général pour l'apprentissage du latin, passage par le collège ou l'école professionnelle, statut de commis auprès d'un ou de plusieurs membres de l'environnement familial, établissement à son compte ou insertion dans l'entreprise ou les associations commerciales. Nous relevons le voyage initiateur pour les régents. La mémoire orale insiste toujours sur l'importance de pouvoir se placer comme commis chez un membre de la famille proche ou élargie avant d'envisager l'ouverture de sa propre boutique. Les archives ont aussi conservé certains des contrats d'apprentissage passés entre familles pour l'éducation professionnelle d'un enfant, tout à fait dans la tradition du maître-compagnon. « En 1694, le 14 mars la veuve Voiron verse au Sieur Hugues Giraud (de Briançon) fils de Me Claude Giraud marchand tenant boutique dans la ville, 200 écus valant 600 livres de 20 sols pour que ce dernier apprenne à son fils de 18 ans l'art du négoce de marchandise et de tenir boutique et maison ». Quelques années plus tard, Pierre Raby de la Salle, marchand de Grenoble, et ses associés signent avec Marie Gravier, mère de Jean Gravier, le même genre de contrat. « Le premier (P. Raby) s'engage à apprendre au dernier (J. Gravier) l'art de la marchandise pendant trois ans pour 450 livres en 3 versements. Il sera nourri blanchi et le maître lui livrera et enseignera le métier » (2). Cet usage, habituel pour les commerces de taille modeste, fonctionne d'une manière analogue dans les structures commerciales de plus grande envergure. Ainsi P. Eymeoud, originaire de Molines, installé au Chili, et co-actionnaire d'une maison de commerce spécialisée dans le textile, conseille son beau-frère de Molines : « Si vous êtes de mon avis, faites quelques sacrifices. Envoyez mon neveu pendant un an à l'école professionnelle de Grenoble pour qu'il se dégrossisse, car chez nous, je sais ce que nous sommes. Ensuite, connaissant la tenue des livres, les effets commerciaux et les petites notions relatives au commerce, il pourra aller passer un an ou deux à Londres chez un de mes amis que j'ai connu au Chili et, lorsqu'il connaîtra la langue anglaise, il se placera comme simple employé dans une forte maison de Paris ou de Marseille. Il aura alors 23 ans et c'est à peu près l'époque où nous aurons besoin de quelqu'un » (3).

(1) La notion d'oncle peut être comprise au sens restreint, mais aussi au sens large d'adulte proche de la famille. En effet lorsqu'un prêtre d'un village a des responsabilités dans une école religieuse ou un collège, l'ensemble des enfants du village se rendent chez lui pour se former. Par exemple, le collège de Buis les Baronnies forme les garçons des familles aisées de Guillestre au début du XIX^e siècle, grâce à la présence du père Salvat issu d'une des familles de notables de la ville.

(2) A.D.I. 3E68 et A.D.H.A. 1E4387.

(3) Lettre du 16 octobre 1868, Arch. Privées Eymeoud.

Quoi qu'il en soit, on n'oppose nullement cette formation à un enseignement théorique acquis au collège ou dans des écoles spécialisées. Il semble que la complémentarité soit désirée et valorisée pour une meilleure efficacité dans le métier. Le goût réel pour la culture prend de fait un accent de pragmatisme évident. Bien entendu, il faut nuancer selon les niveaux économiques des familles, au départ comme à l'arrivée. Les familles les plus pauvres ne participent que marginalement à ces réseaux de formation. Cependant, le minimum (lecture, voire écriture) est souvent acquis (1). Une des maximes rapportées par la tradition orale et relayées par les érudits locaux résume assez bien ce réalisme face à la culture : « Enfants, apprends si tu es sage. Car science vaut mieux qu'héritage. L'héritage te manquera et la science te nourrira » (2).

Dans cette investigation des procédés et des motifs de l'alphabétisation précoce, nous en sommes restés essentiellement aux stades élémentaires de l'alphabétisation. Très tôt pourtant, un certain nombre de familles envoient leurs enfants poursuivre des études au collège d'Embrun ou de Briançon et même dans des universités plus lointaines, pour les formations spécialisées. Les filles ne sont pas en reste, envoyées dans des couvents-pensionnats comme celui de Montfleury près de Grenoble. La mère de Bertrand Sandre, elle, a fréquenté le couvent des Ursulines de Briançon et les filles de la famille y seront également formées. Cette démarche concerne cependant uniquement les familles aisées, qui inscrivent la formation des garçons, voire des filles, dans un processus d'éducation nécessaire à l'obtention d'une profession, mais qui s'avère aussi indispensable pour acquérir ou maintenir un statut social. Ainsi, le latin, est la langue religieuse par excellence. Il peut être aussi, comme le dit R. Chartier, une langue dont on a la certitude qu'elle est plus facile à lire que le français et donc « une indispensable propédeutique à la lecture de la langue vulgaire » (3). Mais le latin apparaît surtout comme le signe d'accession aux cercles de la bourgeoisie. Bertrand Sandre ressent d'autant plus fortement l'éloignement du collège pour des raisons de santé, qu'il comprend que la rhétorique lui donne un certain pouvoir. Plus d'un

(1) Les enquêtes de conscription comme celles recensant les indigents au début du XIX^e siècle attestent de l'acquis de la signature et souvent des trois niveaux requis. Il faut préciser que souvent on déclare être tombé dans l'indigence après des échecs commerciaux ou des faillites.

(2) J. Tivollier, *op. cit.*, Livre II, p. 335.

(3) R. Chartier, M.M. Compère et D. Julia : *L'éducation en France du XVI^e au XVIII^e siècle*, Sedes, 1979, p. 126.

siècle plus tard, une autre anecdote citée par H. Müller (1), rappelle le prestige accordé au latin. « Un jour, les messieurs de la ville vinrent étudier et discuter des projets de mines avec les notables du village réunis. Ceux-ci, un moment, parlèrent latin entre eux. Les messieurs, méfiants et ébahis, demandèrent pourquoi cette langue étrangère. Dignement, il leur fut répondu que le latin était employé pour leur faire honneur ».

Il reste un dernier aspect, un éclairage indispensable pour comprendre le pourquoi de cette alphabétisation précoce et les formes d'acquisition d'un savoir écrit minimum. Nous avons évoqué la particularité des Escartons, caractérisant le type d'organisation de ces communautés. Cette forme de démocratie directe fournit, à notre sens, une clef dans l'approche de ces phénomènes. Rappelons que tous les chefs de famille, quel que soit leur niveau de fortune et quelle que soit la taille de leur exploitation (2), participent à la gestion commune des affaires de la cité. Le fonctionnement de l'escarton local (la commune) et des différents échelons (Escarton du groupement de communes et grand Escarton comprenant les cinq escartons) obligent les chefs de famille à maîtriser quelques savoirs et savoir-faire minimum pour participer activement à l'administration commune et aux multiples fonctions inhérentes au système de l'Escarton. Certes, la responsabilité de consul, théoriquement ouverte à tous, est investie et assurée par les familles possédant les meilleures assises économiques et sociales. Cependant, le principe de l'alternance (le consul est élu pour un an et ne peut être réélu avant cinq ans), assure un renouvellement. Celui-ci est encore plus net avec les autres fonctions : collecteur des tailles, procureurs des canaux et de l'eau, responsables des corvées, syndics du bétail... Chacun d'entre eux doit rendre des comptes à l'escarton du bon déroulement de sa mission. Il en résulte nécessairement une formation à l'écrit. Les délibérations des assemblées de l'escarton montrent les membres signant à 90 %, y compris lorsqu'il s'agit des femmes chefs de famille. En effet, pour le Queyras tout au moins (en Vallouise, l'application de la charte est plus restrictive), les femmes chefs de familles, les veuves en particulier, participent à l'assemblée de l'escarton au même titre que les hommes.

Ainsi, la spécificité des Escartons est-elle toujours relevée. En revanche, le rôle de cette structure sur les comportements collectifs

(1) H. Müller, premier conservateur du Musée Dauphinois, note cette anecdote dans un de ses cahiers lors d'une campagne ethnographique à Saint-Véran en 1915. Archives M.D.

(2) Nous nous trouvons dans une région de petites voire, de micro propriétés mais chaque chef de famille possède une propriété aussi petite soit elle.

reste sous-estimé et impose un approfondissement des travaux existants (1) dans la perspective qui nous intéresse. Dernier point, les archives insistent aussi sur la maîtrise et l'emploi précoces du français comme langue de communication à l'écrit comme à l'oral, même si la langue régionale perdure de manière tout à fait remarquable. On explique ce fait par la position frontalière et le fréquent passage des troupes qui ont obligé les populations à pratiquer la langue nationale. Sans doute, mais j'ajouterais deux autres arguments, qui ne préjugent pas des origines du phénomène : le commerce, souvent lointain, imposant une pratique courante du français, en particulier le commerce des écritures. L'indispensable défense des privilèges liés à la charte des Escartons, contraint les communautés à engager des défenseurs auprès des parlements de Grenoble ou de Paris. La maîtrise du français, voire du latin, s'inscrit ainsi dans les obligations individuelles comme collectives. Il ne s'agit donc là que d'une des formes du pragmatisme déjà observé dans ces communautés.

Dans cette quête des origines d'une alphabétisation précoce et des moyens utilisés, nous nous sommes focalisés sur un territoire très restreint dans l'ensemble alpin. La comparaison avec des vallées proches, qu'elles soient ou non frontalières, nous semble à terme indispensable pour appréhender de manière plus fine le rôle respectif des procédés d'autodidaxie et de scolarisation. Il faut déjà signaler deux territoires intéressants dans cette perspective : l'Ubaye, pourvoyeuse en régents et maîtres d'école dès le XVIII^e siècle et les territoires des Escartons piémontais (2). Pour le prix de son rattachement à la France, l'Ubaye bénéficie en effet pendant près d'un siècle (de 1713 à 1789) d'un statut similaire à celui qu'octroyait la charte des Escartons. La comparaison en devient d'autant plus intéressante.

*

* *

En essayant de saisir ces réalités toujours observées, rarement expliquées, nous avons conscience d'être restée nous aussi à la porte des propositions. La dimension de l'article comme l'état de notre recherche nous permettaient uniquement de suggérer certaines orientations. Cependant, à travers les questions de l'accès à l'écrit, nous

(1) Fauché-Prunelle, *op. cit.* et V. Chomel : « Bourgs francs, communautés rurales et Escartons en Dauphiné », *A.E.S.C.*, 1956, pp. 347-360.

(2) Un ensemble de travaux a été réalisé sous la direction de D. Jalla pour le Piémont. Nous n'avons malheureusement pu y avoir accès.

rejoignons le sens des études actuelles qui montrent toute la complexité de ces sociétés alpines. Cet angle de vue, apparemment étroit, contribue à faire inscrire au rang des images d'Épinal celles habituellement présentées de sociétés immobiles, uniformément pauvres et peu évoluées. Au contraire, ces communautés ont intégré un système d'organisation précoce et pragmatique que le commerce et le système juridique favorisaient. Derrière l'apparence de l'uniformité et du retard, ce sont en réalité des sociétés de la différence et de la modernité auxquelles nous avons à faire. Leur rapport à l'écrit en est le meilleur signe.

Anne-Marie GRANET-ABISSET
Université Lyon-II